

LES CAHIERS D'EUROPE 21

Comment réactiver la pensée politique ?

En mettant en correspondance une riche réflexion sur l'histoire et la philosophie et une riche expérience personnelle et collective, Philippe Herzog nous propose ici une analyse lucide et passionnante, véritable plaidoyer pour retrouver le sens de l'engagement.



« Quand je me suis engagé en politique nous étions nombreux à être inspirés par des idéaux et des projets ambitieux et nous cherchions une méthode pour les promouvoir. Aujourd'hui tout cela est perdu » nous dit Philippe Herzog. « Une série de chocs et de mutations inouïs ont ébranlé notre civilisation : au XX^{ème} siècle les guerres mondiales, les bouleversements de la science et la fin du communisme, ensuite les grandes vagues de la mondialisation et de la technologie numérique ont engendré une révolution anthropologique et culturelle où l'avenir de l'humanité est en jeu. Le naufrage de l'éducation, la crise du système économique et financier et de la démocratie représentative libérale, la guerre en Ukraine, sont aujourd'hui autant de réalités que d'enjeux. Mais

le décalage est grand entre ceux-ci et les mentalités et institutions en vigueur. Les idéaux de ce que fut l'humanisme européen sont derrière nous. Pouvons-nous les régénérer ? Pouvons-nous prendre conscience des failles de la raison pour les réduire ? Réactiver la pensée politique est un immense défi collectif que chacun doit relever ».

SOMMAIRE

L'enjeu culturel est primordial

- Une histoire brisée
- Eduquer et se rééduquer

Comment reprendre la maîtrise du système économique et financier ?

- Ambivalence et crise systémique du capitalisme
- Des réformes systémiques : gouvernance, critères d'efficacité et partenariats entre le public et le privé

Repenser la liberté et la démocratie

- Excès de délégation, défi de participation

- Fin et dépassement de la démocratie occidentale

L'Europe à l'heure des choix géopolitiques

- La vocation de l'Europe
- Guerre et paix
- Fédérer les Européens

L'enjeu culturel est primordial

La culture englobe et inspire leurs activités et s'enracine dans leurs institutions. Par « culture » il faut comprendre les représentations de l'homme et du monde, sources d'espoirs et de préjugés que des sociétés partagent par-delà leurs divisions. Dans nos traditions la culture est aussi une tâche : elle appelle chacun à prendre soin de l'être humain, de son âme, à remettre en jeu les valeurs fondamentales de la vérité et du bien tout comme les principes qui guident la raison. Cette tâche est la mère de toutes les réformes.

Une histoire brisée

Or nos traditions ne font plus autorité. Nous vivons la fin du très long cycle historique de la culture européenne. Elle a eu sa grandeur, elle a aussi produit des catastrophes. Sans un nouveau projet culturel qui fasse sens commun, quel est notre avenir ? Mieux comprendre ce qui a changé par rapport au passé des Temps modernes est nécessaire pour réformer nos modes de penser et d'agir.

Pour structurer la réflexion il y a besoin d'un point de vue sur la structure et la trajectoire de notre culture et pour ma part je m'inspire de Karl Jaspers. Épris de liberté, les Européens ont pris appui sur les sciences pour faire l'histoire¹. Mais l'Europe s'est divisée en Etats rivaux, aussi, bien qu'une culture européenne ait précédé la culture nationale, les nations ont affirmé leur propre identité.

Historiens et philosophes nous proposent une riche compréhension de cette trajectoire. L'Ecole des Annales nous apprend que l'Europe est une civilisation qui surgit dans la longue période de décomposition de l'Empire romain². Elle est sortie du monde antique à l'Ouest et au Nord de la Méditerranée au prix de fractures constitutives et en mobilisant des ressources spirituelles grecques et juives qui ont été transmises et renouvelées par Rome et le christianisme³. Au IV^{ème} siècle après J-C, Augustin a ouvert une nouvelle ère de liberté, souligne Hannah Arendt, en faisant appel à la conscience personnelle et en renouvelant l'éthique de vérité et d'amour. Il a marqué l'époque et le christianisme a été la figure de proue de la culture européenne pendant douze siècles. Rome, avec son droit, son modèle de République, a fourni parallèlement une référence multiséculaire. Mais l'espace était fracturé en féodalités et Lucien Febvre n'a trouvé de traces écrites d'une prise de conscience de l'identité européenne qu'en 1477, à l'aube des Renaissances, quand Philippe de Commines, chroniqueur de Louis XI, se disait fier d'avoir parcouru et connu les différents pays d'Europe. Alors, dans ce qu'on a appelé la République des lettres s'est déployé un humanisme paneuropéen. Au XVI^{ème} siècle commencent ensuite les Temps modernes avec la découverte du monde en son entier. En philosophie Descartes le premier a proposé une méthode pour bien guider sa raison en cherchant la vérité dans les sciences. Selon lui l'homme pouvait ainsi acquérir une vérité certaine et devenir comme maître et possesseur de la nature. Ensuite l'esprit des Lumières a conquis tout le continent.

Mais il est frappant de constater la brièveté de cet âge d'or. La Révolution française a été suivie de l'épopée impériale de Napoléon et de la révolution industrielle, et les Etats les plus puissants ont pris appui sur une technologie en plein essor pour se livrer méthodiquement à la conquête du monde. Impérialisme, colonialisme, guerres mondiales en découlent. Le procès des Lumières qui avait commencé de Hölderlin à Balzac, s'est poursuivi avec Albert Camus et bien d'autres, qui ont appelé à les régénérer. Ce ne fut pas le cas.

Au XXI^{ème} siècle nous nous targuons encore de modernité ou bien nous parlons de postmodernité. Ces mots marquent un grand flou idéologique, ils ne caractérisent pas l'époque actuelle.

Le rapport à la vie a changé : l'europeéen ne s'élève plus vers le divin. Dieu est mort, c'est un séisme inouï dont on ne mesure pas la portée disait Nietzsche. L'homme se veut alors son propre créateur, mais il se livre à un nihilisme des valeurs transcendantales porté par les traditions antérieures. La science aussi a changé. Notre époque est profondément matérialiste, elle s'est débarrassée de la religion et de la métaphysique⁴. La science poursuit son élan impérieux mais on la confond avec ses applications techniques. Son langage mathématique est devenu inaccessible au plus grand nombre et l'écart entre la recherche et l'éducation est énorme. C'est le règne de l'efficacité. L'emprise de l'industrie de la Tech et la croissance de ses produits hautement addictifs s'accroissent, chez les jeunes c'est un facteur prouvé de dégradation de la santé mentale et de dépression. Partout le rapport des Européens à l'histoire s'est dégradé. Qui parle encore de « faire l'histoire » ? Des footballeurs, des sportifs de haut niveau oui, notre président aimerait bien, mais en tant que projet politique l'histoire s'est brisée.

Bien-sûr des changements de mentalités portent de belles promesses : l'émancipation des femmes, le changement du regard sur la nature, le combat contre le racisme. Pour autant, globalement et en politique tout particulièrement, le passé nous pousse vers un horizon d'autant plus dangereux que le futur est obscur⁵ et la science-fiction propose des dystopies. Notre période actuelle est mixte : une civilisation se meurt, une autre se cherche. On peut comparer ce moment au I^{er} siècle après J-C quand l'Empire romain a commencé à se décomposer⁶.

Peut-on faire renaissance ? demandait Monique Castillo⁷. Cela implique de réactiver les ressources spirituelles du passé mais en même temps d'œuvrer à leur dépassement. La nostalgie n'est pas de mise car dans le système-monde qui s'est formé, d'autres civilisations ont émergé et notre avenir doit s'inscrire dans la perspective d'une civilisation mondiale.

Eduquer et se rééduquer

La naissance d'une Communauté européenne aurait dû impliquer la promesse de régénérer la culture. Mais dès

le Traité de Rome, les Etats ont gardé la compétence exclusive de l'éducation. A la fin des années 1990 et dans les années 2000 j'ai vécu aussi l'abandon délibéré d'un projet culturel par les institutions européennes. Ce vice est rédhibitoire. Chaque Etat cultive sa mémoire nationale, chaque nation craint les migrations, on ne s'accorde pas sur les racines religieuses. La France reste délibérément introvertie et ailleurs aussi les mémoires nationales se replient sur elles-mêmes. Dans une vaste enquête pour le Conseil de l'Europe, Alain Lamassoure met en évidence le naufrage de l'enseignement de l'histoire en Europe. Il est inexistant dans la moitié des pays membres et sans profondeur temporelle ailleurs. C'est un signe évident et effarant de perte de conscience et d'abandon de l'aspiration à une Europe politique.

Se rééduquer est une tâche pour tous les âges, toutes les catégories sociales, dans le temps de travail et tout au long de la vie, elle doit ouvrir l'esprit critique et apprendre à aimer autrui. Promouvoir un tel projet éducatif ne doit ni ne peut être l'affaire des institutions de l'Etat et de l'Union, mais doit prendre source dans de multiples initiatives décentralisées dans les espaces locaux, régionaux et nationaux comme à l'échelle de l'Union et au-delà, en faisant appel à des coopérations transversales entre les pays qui le souhaitent. Encore faudrait-il que l'UE les soutienne. Erasmus est bien mais pas à la mesure du défi.

Les sources littéraires, cinématographiques et scientifiques seront des vecteurs majeurs d'apprentissage de l'Européanité. Et la question des religions ne doit pas être éludée. François Jullien montre qu'il n'est pas nécessaire de croire en Dieu pour apprécier la richesse philosophique du christianisme compris comme une des grandes voies de réflexion sur ce que peut être une vraie et bonne vie. Il interprète brillamment l'Evangile de Jean (« Je suis la voie, la vérité et la vie »)⁸. Cela étant je pense que la tension entre foi et raison reste précieuse quand il s'agit d'inspirer une transcendance.

L'Art est bien sûr une ressource majeure. Il est intemporel. Reprenant sans fin les mêmes questions sur l'être humain, il invente de nouvelles formes pour saisir leur beauté et ranimer la conscience de soi⁹. De même, enseigner l'histoire de la science contribue à réveiller un doute constructif pour réactiver les principes à mêmes de mieux guider la raison.

Le défi de l'éducation est désormais indissociable de celui lancé par la révolution numérique. Celle-ci n'est pas seulement technologique, elle est informationnelle comme l'a qualifiée le penseur néo-marxiste Paul Boccard. D'une

part, le rapport de l'homme à l'outil – interface entre lui-même et la nature pour la production des biens – est radicalement transformé : non seulement la machine informationnelle remplace la main de l'homme et de ses fonctions mécaniques, ainsi que certaines fonctions sensorielles, mais des fonctions du cerveau lui-même. Or la connaissance du cerveau est imparfaite et surtout, celle des impacts des nouvelles techniques sur lui est à peine embryonnaire. D'autre part, l'information n'est pas un objet de consommation comme les autres, en circulant elle peut enrichir l'homme et son rapport à autrui, elle peut tout aussi bien le détruire. Or ces mutations s'accroissent aujourd'hui sans que la conscience des risques ait mûri. Il faudra une catastrophe pour la réveiller semble-t-il. L'invasion actuelle des réseaux sociaux écrase tous les codes des Lumières en matière de penser et d'agir. On a beau dire qu'il faut éduquer à en faire bon usage mais dans les faits chacun doit se débrouiller tout seul. Les jeunes sont victimes d'illusion de liberté en se servant sur un mode libertaire des applications de nouveaux médias dépourvus de principes éthiques et sociaux. Confier à « l'intelligence artificielle » le soin de rédiger une dissertation à la place d'un élève, ou soi-disant pour l'aider, c'est tuer la capacité d'effort intellectuel. Même observation pour la proposition d'apprendre des langues sous hypnose faite aujourd'hui sur les panneaux publicitaires du métro. Pour ces promoteurs, l'intelligence artificielle devient « intelligence artificielle générale » : ils inventent des langages et des outils susceptibles de réaliser toutes sortes d'activités humaines, que ce soit pour inventer un savoir scientifique ou pour développer une cybercriminalité irrésistible. La machine devient Dieu. Quand certains de ces champions parlent de faire une pause, les politiques médusés ne disent rien. En fait, il n'y a pas de pause en vue, au contraire. L'information et la communication vont devoir être conçues et organisées comme des biens publics susceptibles d'obligations d'intérêt général. Une métamorphose.

Mon ami François Vezin me dit que les polytechniciens sont les petits-enfants de Descartes. J'en suis convaincu et j'aime rappeler que notre camarade Auguste Comte a été un de ses enfants les plus féconds. Soucieux de l'apport de la théologie et de la métaphysique, il les a intégrées dans une religion des sciences, sorte de stade suprême de ce qu'il appelait le Grand Être de l'esprit humain. C'était une utopie scientiste, mais est-il avisé aujourd'hui de demander aux petits-enfants de Descartes d'être les porteurs d'une révolution technologique dont les fondements spirituels n'ont pas été régénérés ? Beaucoup d'entre nous résistent et nous pouvons faire mieux encore.

Comment reprendre la maîtrise du système économique et financier ?

Le sentiment d'impuissance face à l'emprise du système économique contemporain est profond et désespérant. Qui ne voit pas cela ? Qui se satisfait des propos lénifiants de nos dirigeants ? Comment l'homme et la société peuvent-ils reprendre la main ?

Quand Karl Marx stigmatisait l'exploitation et l'aliénation des travailleurs, avait-il tort ? Certes l'histoire du communisme « réel » montre que la suppression du marché et l'abolition du capitalisme libéral étaient catastrophiques, mais transformer leurs fondements n'est-il pas nécessaire ?

Le capitalisme n'a nullement résolu le problème des valeurs, bien au contraire. La corrosion de la tradition ancienne de la valeur travail s'est aggravée et le syndicaliste italien Bruno Trentin avait vu juste en soulignant que la crise de la gauche politique trouvait source dans son échec à affronter la question du travail. Aujourd'hui beaucoup souffrent d'un travail ressenti sans qualité et à la limite humiliant. Le Nobel de littérature Kasuo Ishiguro a pu dire au sujet de l'intelligence artificielle : « je ne vois pas l'homme dans la boucle ».

Partout un nouveau du type de développement humain et de productivité est nécessaire mais ne trouve pas de réponse satisfaisante. Au contraire le capitalisme actuel dégrade l'homme, pas seulement la nature. Et il multiplie l'accumulation improductive et spéculative de capital alors qu'il faudrait développer les facultés humaines et réduire drastiquement les modes improductifs d'accumulation ainsi que les gâchis des ressources matérielles.

Ambivalence et crise systémique du capitalisme

Dès ses débuts, le système capitaliste européen s'est justifié par sa force d'innovation incontestable et parfois admirable. L'Europe est le continent de « l'invention de l'invention »¹⁰ et la puissance de l'Occident repose essentiellement sur son avance technologique. Certes elle a permis l'élévation du niveau de vie et un certain bien-être mais au Bangladesh par exemple on se déclare plus heureux qu'en France. Nous n'avons aucune recette pour une bonne vie et le progrès ici n'est pas culturel. Et ôtons-nous d'un préjugé : il n'y a pas de supériorité culturelle d'une société sur une autre. Certes l'Occident a été porteur d'idéaux de justice sociale et la croissance économique a permis à de nombreuses populations de sortir de la pauvreté, mais non sans des inégalités profondes que seules des luttes sociales éclairées ont obligé à réduire, et elles deviennent structurelles au sein des nations. L'Occident n'est pas prompt à reconnaître qu'il a bénéficié d'une énorme accumulation de capital par la prédation de nombreuses régions du monde et bénéficie encore de l'échange inégal.

Cela étant le système capitaliste occidental est ouvert et se renouvelle. Dans les décennies qui ont suivi la crise de 1929, l'intervention des Etats a permis de le transformer sensiblement. Karl Polanyi a révélé le cœur de cette mutation : le travail, la terre et la monnaie, auparavant marchandises, ont été érigés en biens publics¹¹, ce qui a rendu possibles de nouveaux choix de société. Mais depuis une quarantaine d'années une nouvelle mutation systémique a eu lieu avec la globalisation. Sur les marchés mondiaux des chaînes d'internationalisation de la production se sont bâties ; et sur ce socle une concurrence soi-disant libre et non faussée a permis à de grands groupes privés technologiques et financiers de prendre des positions de monopole. L'idéologie néoclassique et friedmanienne a gagné la partie ; pour elle la source de la création des richesses se situe dans les patrimoines financiers et non dans le travail. Des mythes annonçant la fin du travail ont circulé tandis que les marchés financiers

ont enflé. L'avoiron a pris le pas sur l'être et nous scrutons tous les jours les cours de Bourses comme des adeptes d'un culte auquel il faudrait se soumettre.

Ce système est profondément instable, dévoie l'innovation et creuse l'écart entre le haut et le bas de l'échelle sociale. L'argent est abondant pour la proclamée Haute technologie mais le coût du capital exigé pour financer des investissements productifs et des infrastructures de services publics essentiels est prohibitif car ils sont jugés trop risqués par la haute finance. Une suraccumulation de capital privé en quête de rentabilité très élevée et rapidement réalisée d'une part, une croissance réelle de l'économie ralentie de l'autre, voilà la recette des crises financières récurrentes et de la reprise de l'inflation. La crise financière de 2008 était déjà une crise de surendettement public et privé mais depuis, les dettes ont encore doublé ; et comme l'expose Jacques de Larosière en dénonçant une « illusion financière », les très grandes fortunes ont enflé et les actifs financiers ont pris une place croissante dans les bilans des sociétés¹².

Rien de cela ne serait possible sans la politique ultra complaisante des Banques centrales et des Etats. Les politiques monétaires ont dopé la rentabilité financière des capitaux privés en fournissant les liquidités voulues et en écrasant les taux d'intérêt jusqu'à les rendre négatifs. Les dettes des Etats ont enflé, notamment pour assumer des missions de stabilité sociale « coûte que coûte ». Mais ce sont les particuliers qui paient les coûts afférant à la charge des dettes comme au sauvetage des institutions financières quand la crise éclate. « Nous payons le prix de décennies d'argent facile » reconnaît Larry Fink, directeur général de Black Rock, champion de la gestion d'actifs. Le grand capital financier aime la privatisation des profits et la socialisation des risques, écrit John Thornhill¹³, analyste du FT, se moquant des libertariens qui se cachent dans la tanière du renard financier quand il apparaît que les populations doivent payer la facture. Aujourd'hui se profile une nouvelle crise du système mondial et financier qui en dépit de paroles lénifiantes risque de nous emporter dans une tempête sans précédent.

Dans un article publié il y a un an, « L'Europe doit ôter sa tunique de Nessus »¹⁴, je disais ma stupéfaction face au silence des gouvernements européens concernant notre dépendance envers les marchés financiers et ses conséquences. Nos Etats sont les otages et les complices de ce système.

Rivaux sur les marchés, les Etats européens sont profondément inégaux. L'Allemagne, grande puissance exportatrice, accumule les créances, et la solidarité n'est pas une valeur dans les fonds baptismaux de la zone Euro. La France, qui s'est gravement désindustrialisée par sa faute, fait partie des débiteurs potentiellement en risque de défaut. La crise de l'énergie a été creusée par les décisions unilatérales de l'Allemagne qui accroît l'usage du gaz et du charbon pour compenser son retrait du nucléaire et s'oppose à la réforme d'un marché européen pourtant aveuglément court-termiste. Mais la France n'a pas bronché pendant plus de vingt ans sauf par la voix d'associations comme Confrontations-Europe et Les Entretiens Européens animés par Claude Fischer-Herzog.

Notre proposition de nouer un Pacte de solidarité entre les pays européens dont les mix énergétiques diffèrent mais qui veulent investir dans le développement d'une énergie électrique de base décarbonée accessible à tous en continu comme le nucléaire, ouvrirait la voie à une véritable Communauté de l'énergie¹⁵.

Les Conférences mondiales sur le Climat sont en échec parce que les Etats les plus puissants ne voient que leurs intérêts et le financement du développement des pays pauvres est en déshérence. Les Etats-Unis ont décidé de consolider leur socle industriel sur leur territoire avec des moyens financiers considérables en prenant prétexte du combat écologique. En France et en Europe des investissements publics massifs sont nécessaires pour la réhabilitation des espaces de production et d'habitat mais l'économie politique en vigueur ne prend pas du tout ce chemin.

Malgré des efforts récents l'Union européenne n'a ni budget, ni fonds d'investissements, ni stratégie industrielle ; sa politique de concurrence d'un autre âge favorise les forts contre les faibles, elle se ridiculise face aux Américains qui imposent unilatéralement leurs priorités et disposent des privilèges scandaleux du dollar.

La France bénéficie de l'euro qui la protège des chocs anciens dus aux dévaluations du franc, alors qu'elle est responsable de ses dérives budgétaires et industrielles. La priorité absolue devrait être donnée aux investissements publics dans les infrastructures fondamentales des services d'intérêt général sociaux et économiques. Non « rentables » ils sont aussi victimes de la suradministration et du corporatisme.

Des réformes systémiques : gouvernance, critères d'efficacité et partenariats entre le public et le privé

Dans la crise actuelle les trois dimensions du système économique sont affectées : les finalités, la régulation et les structures (acteurs et réseaux). On parle beaucoup de régulation comme si les Etats et l'Union européenne avaient seulement pour rôle de mieux réglementer le marché et les entreprises. Mais en fait la régulation et plus précisément toute la gouvernance actuelle des institutions font partie du problème.

Celles-ci fixent des objectifs qui ne sont pas le fruit d'un travail collectif engageant la société comme cela a pu être le cas dans le cadre de la planification nationale. Aujourd'hui les gouvernants disposent d'une délégation de pouvoir exorbitante. On les a laissé penser à notre place. Dans ces conditions, la société ne peut pas s'approprier les objectifs, souvent vagues et contradictoires. Ensuite les gouvernants se tournent vers les entreprises pour leur réalisation et l'Etat se veut providence. Mais leurs règles sont de plus en plus suivies de contrôles sur les particuliers et celles-ci pèsent (inégalement) sur les entreprises. Une régulation cohérente nécessiterait de réviser les critères d'efficacité des administrations comme des entreprises. L'enflure de règles, de labels et d'incitations est abracadabrante pour des résultats qui manifestement échouent à réduire

les gâchis des ressources et à développer les capacités humaines.

Du côté des entreprises, il y a au moins deux mondes : les grandes sociétés multinationales qui décident elles-mêmes de grands choix d'investissements concernant toute la société ; elles ont souvent des longueurs d'avance sur la régulation étatique. La plupart d'entre elles doivent aligner leur gestion sur les intérêts du pouvoir financier. Quant à la masse des PME, elles sont assujetties à des conditions parfois proches de celles du prolétariat.

Pour une nouvelle cohérence de régulation systémique, il faut redéfinir les grands objectifs du développement et entreprendre des réformes structurelles de l'Etat et des entreprises en visant à établir une complémentarité. Une nouvelle économie mixte est en jeu : l'Etat décentralisé et débureaucratisé et les sociétés privées seraient partenaires pour relancer les investissements dans tous les grands domaines d'intérêt public. Composition des actionnariats, contrats de partenariats public-privé, impôt incitatif sur le capital seraient mis en place à cet effet. Corrélativement le système d'information devra changer : il y a besoin d'infrastructures nationales et européennes où se partagent les données de façon à promouvoir les investissements de long terme en partageant les coûts, les risques et les avantages, au lieu de laisser l'information et la finance sous la tutelle écrasante des groupes géants globalisés qui traitent les data et celle des grands investisseurs financiers. Des agences seraient créées pour organiser des filières industrielles.

En matière d'information, la façon dont on se sert de la statistique est une dimension majeure de la crise de la démocratie. Sa recherche et sa production reposent toujours sur des conventions entre la science fondamentale et l'Etat, l'entreprise ou tout groupement qui en est demandeur. Mais les chiffres sollicités pour les applications numériques se multiplient et les statisticiens sont appelés à quantifier des situations multiples de plus en plus complexes. C'est un immense travail sur des données élémentaires, corrigées, adaptées, agrégées... Or les producteurs et les utilisateurs des chiffres n'ont pas tous souci de la vérité. Des mégatonnes de chiffres sont déversés que chacun consomme et diffuse à sa façon. Dans le cas de la prospective sur les retraites, le Conseil d'orientation des retraites a toujours minimisé le problème du financement et il ne fournit pas de véritables projections. La science sociale et économique elle-même se noie souvent dans l'économétrie, se divise en chapelles rivales et n'est pas en mesure de valider la pertinence des chiffres manipulés par les utilisateurs.

Je reviens sur ce qu'était le système de planification nationale après la Seconde guerre mondiale, pourquoi il a été abandonné et avec quelles conséquences¹⁶. Des choix essentiels visant le plein-emploi, le développement industriel et des services publics étaient élaborés dans le cadre collectif associant toute la société civile et les représentants de l'Etat. Dans une prospective de long terme leur travail débouchait sur la programmation de grands investissements publics. Mais la tension a monté entre le Commissariat général au Plan et le Ministère de l'Economie et des Finances. Confronté à des conjonctures

difficiles, celui-ci acceptait mal les contraintes budgétaires afférant à ses investissements. Le Ministère a gagné, le Commissariat au Plan est tombé en déshérence et la programmation d'investissements de long terme s'est réduite ou se heurte à des freins puissants de tous côtés.

Aujourd'hui est une autre époque mais il faut reprendre les défis de la prospective et de la planification. Celle-ci devra être décentralisée pour éclairer les voies de la régénération de l'habitat et de la production sur les territoires. Elle devra être aussi concertée pour créer une synergie de coopérations entre les niveaux régionaux, nationaux, et plurinationaux de l'Union européenne. Ce qui implique une coresponsabilité pour les investissements dans les

domaines de biens publics. Ces liens entre plusieurs niveaux seront organisés hors des contraintes bureaucratiques et court-termistes actuelles, sans sacrifier le futur au présent. Chaque année une conférence sur les politiques économiques et sociales de l'Union sera préparée dans chaque pays-membre et réunie à Bruxelles*.

Les travaux de prospective et de planification mettront en évidence le besoin de renforcer massivement les ressources pour la recherche scientifique et statistique. Elles proposeront des principes de déontologie pour la production et l'usage des chiffres. Dès l'école primaire, des rudiments de connaissance de l'économie et de la statistique devront être introduits.

Repenser la liberté et la démocratie

Dans le monde entier on constate un recul de la démocratie si l'on entend par là un espace politique porteur de libertés fondamentales. Sous la forme d'élections, la démocratie occidentale est partout imitée mais en termes de droits de l'homme c'est bien différent. Et ils sont galvaudés aussi à l'Occident. Mais ceci-dit de façon générale, le droit ne peut pas faire société à lui seul et nos modèles politiques attestent des failles du libéralisme en vigueur en Occident.

La politique c'est beaucoup plus qu'une affaire d'Etat et de gouvernement. Pour Hannah Arendt, c'est « partager des paroles et des actes ». Une conscience commune, un ciment culturel plus ou moins partagé sont nécessaires pour que des populations se réunissent et forment des projets ensemble. En critique de John Rawls qui a revisité l'idée rousseauiste du contrat social mais sur un mode très procédural, Paul Ricoeur a souligné que des institutions sans affectio societatis sont bâties sur du sable.

Dans le monde antique, au plus profond des idéaux grecs, perses ou romains, le souci de bien gouverner était du ressort du divin. Mais dans la démocratie athénienne, les esclaves étaient exclus de la Cité. La démocratie des Lumières a reposé sur l'humanisme de la Renaissance et sur des luttes civiques et sociales qui ont engendré une nouvelle ère : la démocratie représentative. « Nous ne sommes rien, soyons tout » disait Sieyès au nom du Tiers-Etat. Mais aujourd'hui les gouvernements issus des élections ont le plus grand mal à assumer leurs missions historiques : agréger des intérêts différents autour de finalités communes. Corrélativement légitimité et efficacité sont constamment remises en question.

Excès de délégation, défi de participation

La crise politique française actuelle n'est pas seulement gouvernementale, elle frappe tous les fondements de notre République. Simon Kuiper, journaliste du FT résidant en France depuis vingt ans, la décrit comme une monarchie élue¹⁷. Le président dirige une technocratie puissante qui s'auto-reproduit. La philosophie du régime ressemble à un confucianisme qui fait descendre sa règle dans chaque village par une bureaucratie cauchemar-

desque. L'administration est devenue un service d'Etat plutôt que du peuple (cela me fait penser à ce qu'on a connu en Union soviétique où le mot de service public n'était pas utilisé, il s'agissait de service rendu à l'Etat). Il est sympathique que Pierre Bourdieu, notre meilleur critique et analyste de la noblesse d'Etat, ait eu trois fils qui tous comme lui furent des élèves de l'Ecole Normale Supérieure (car en fait nous avons plutôt à nous plaindre de l'énarchie). Les classes populaires souffrent de manque de reconnaissance et le mépris d'élites dirigeantes à leur égard n'est plus toléré.

De leur côté les organisations de la société civile se sont affaiblies, de leur propre responsabilité quand elles se contentent de camper dans l'esprit et l'exercice de contre-pouvoirs et de demander du « social ». La rue fait face au Président sans compromis des deux côtés. Le Parlement inclut désormais massivement des radicalités et ne peut plus jouer son rôle de législateur. Le mot de « démocratie participative » est galvaudé. Grands débats et conventions citoyennes n'apparaissent que comme des béquilles utilisées par le pouvoir central pour tenter de se relégitimer, avec un insuccès criant.

Alors que le processus d'individuation se couple avec la révolution informationnelle, les gens disposent de sources multiples et ne se soumettent plus aisément à la délégation de pouvoir. En revanche prendre les responsabilités d'une participation responsable et solidaire, c'est tout autre chose. Une démocratie fondée sur la participation est irréalisable sans une révolution culturelle et institutionnelle. Plus encore que des droits (c'est en bas de l'échelle qu'on en manque), il faudra beaucoup plus de devoirs. Une réforme de l'Etat et de sa Constitution briseront le centralisme pour instaurer une décentralisation effective, et une société civile renouvelée fera preuve de responsabilité pour concevoir, partager et cogérer des choix collectifs.

Le vivier des talents politiques et les voies d'accès aux fonctions de gouvernement devront être profondément élargis, et la rotation des élites dans l'exercice de ces fonctions dirigeantes sera établie. Le rôle du Parlement pourra alors être réhabilité et pour cela je ne crois pas à l'auto-réforme des partis politiques. Leurs idéologies ont

pris un coup de vieux et ils s'épuisent jusqu'à l'usure dans une compétition stérile et obtuse. La règle de majorité laisse aussi beaucoup de frustrations et elle est contradictoire avec l'objectif d'une vaste participation de la société. Une règle de large consensus pour les décisions est souhaitable, minorités violentes mises à part, mais elle suppose un fort contrat civique autour de choix collectifs préalablement formés à même de susciter l'espérance et la responsabilité. Les choses sont plus difficiles en France, qui de longue date a choisi la monarchie républicaine, que dans les pays européens qui ont su se doter d'une culture de codétermination.

Dans la plupart des pays concernés, l'appartenance à l'Union européenne n'est plus remise en question, en revanche le sentiment d'une dépossession est fréquent lorsqu'il s'agit de choix politiques fondamentaux. Dans les années 1990 j'ai voulu répondre à ce sentiment en ouvrant la perspective d'une démocratisation de l'Union, en produisant deux rapports, l'un pour le Parlement européen, l'autre pour le gouvernement français¹⁸. Voyant que le Traité de Maastricht avait divisé la société française et au-delà, et sachant que l'Eurozone ainsi créée était trop incomplète pour être stable, j'ai compris que deux problèmes étaient imbriqués : la faiblesse substantielle de solidarité entre les Européens d'une part, et l'écart entre les citoyens nationaux et les institutions européennes d'autre part (en dépit de la création du Parlement européen). J'ai voulu faire appel à une conscience commune et à une citoyenneté active en proposant de bâtir les solidarités sociales et industrielles dont la zone euro était privée, et d'associer systématiquement les citoyens et les sociétés civiles à la préparation et la mise en œuvre des choix et des actes communautaires. Accès local aux décisions, aux droits et aux responsabilités sur les territoires, participation à la délibération et consultation sur les politiques, évaluations récurrentes de celles-ci, information et éducation européennes : brique après brique mes propositions m'ont valu de l'estime mais bien trop peu d'effet. Elles demeurent de pleine actualité.

D'autre part de nombreux acteurs et intellectuels européens ont voulu concevoir une démocratie à deux niveaux : l'Etat-nation et l'Union européenne. Ils se sont focalisés sur l'enjeu d'un véritable budget communautaire, un objectif majeur mais lui aussi inabouti. En fait on ne peut pas traiter le budget correctement tant qu'on ne s'est pas accordés sur les biens publics et les solidarités, ce qui soulève des défis identitaires beaucoup plus profonds.

De bon ou de mauvais gré, la France a délégué beaucoup de ses pouvoirs souverains à l'Union sans discernement, faute du souci d'une participation active et permanente au sein même des institutions. L'Europe devait ouvrir l'esprit des Français, les enrichir, mais elle le fit trop peu. L'Etat n'est pas seulement en cause, les sociétés civiles le sont aussi. Les Français sont libertaires, ils délèguent leur pouvoir à leur gouvernement et après quoi ils protestent.

Fin et dépassement de la démocratie occidentale

Dans sa grande « Histoire de l'Europe au XIX^{ème} siècle », Benedetto Croce décrit l'épopée et le drame du libéralisme,

porteur d'un idéal de liberté, avec un nouveau concept d'humanité et « une vision de la route à ouvrir large et claire à un degré qui n'était pas apparu auparavant ».

Cette voie était celle de conquêtes démocratiques ancrées sur des territoires nationaux et de progrès technologiques vécus dans la vie quotidienne des sociétés industrielles. Mais le libéralisme européen s'est discrédité dans sa volonté de conquête du monde, dans l'exploitation des travailleurs et les dévastations causées par les guerres. Deux siècles après, les grandes mutations que sont la mondialisation et la révolution numérique ébranlent les fonctions mêmes de ce que fut notre démocratie : une conception de l'homme qualifiée d'humaniste et l'assise territoriale de l'Etat-nation. On peut avec justesse parler de la fin de la démocratie occidentale telle qu'elle fut bâtie dans les Temps modernes¹⁹. Ces mutations soulèvent en effet le besoin d'une nouvelle vision de l'homme et d'une recomposition géopolitique du monde.

On peut aussi déceler dans ces mutations des risques majeurs pour l'humanité elle-même. Les changements culturels et institutionnels en cours ne vont pas dans le sens espéré d'un homme nouveau porteur d'une claire conscience des enjeux concernant la civilisation mondiale.

La technologie numérique bouleverse l'individu, mais plutôt qu'un homme augmenté par la puissance des machines informationnelles, elle fabrique un homme décervelé et désocialisé. Dire que l'individu va spontanément faire l'apprentissage personnel des nouveaux outils pour s'orienter vers le progrès est irresponsable. Sans parler de paresse intellectuelle, c'est ne pas voir la faille collective en matière d'éducation et de rééducation. L'idée même de vérité fait naufrage, là-dessus je suis en plein accord avec le penseur libéral Gaspard Koenig²⁰. La machine à qui nous demandons de penser à notre place n'a ni pensée philosophique ni imagination, elle imprime dans les cerveaux des collages de données du passé vides de sens pour l'humanisation du futur.

Steve Jobs a pensé que les téléphones mobiles allaient changer l'homme en mieux grâce à une interconnexion de portée universelle. Mais loin d'une socialisation enrichie, on peut constater plutôt une solitude accrue du fait du temps passé devant les écrans artificiels ; et plutôt qu'une maturation culturelle porteuse d'affection (sans parler d'amour), de nouvelles violences distancielles.

Mais les pouvoirs publics n'ont apparemment aucune idée du besoin d'une politique de civilisation, souhaitée par Edgar Morin. Ils se contentent de garde-fous pour la protection des libertés personnelles. John Thornhill compare les initiatives actuelles de régulation en matière d'intelligence artificielle à celles de porteurs de pancartes rouges placés au bord de rails où des trains sont lancés à grande vitesse. Saisir les défis culturels et éducatifs devra aller de pair avec la volonté politique de briser le monopole en matière de traitement des données laissé à de grandes sociétés globalisées. Prendre le contrôle social et public de leurs plateformes, établir des obligations quand il s'agit de services essentiels, rendre illégal toute commercialisation d'intelligence artificielle qui n'ait pas été prouvée sûre pour l'homme et son

environnement : ceci devrait être au cœur de l'agenda politique européen.

La conscience de la dégradation de l'environnement a maintenant une portée universelle mais elle ne conduit pas pour autant à une compréhension générale de l'enjeu de civilisation. Au contraire, les replis conservateurs nationaux se développent et l'activisme politique écologique conduit aussi à l'impasse. Agir localement ne se conjugue pas avec des solidarités transnationales pour le bien des populations. L'agressivité des luttes contre l'industrie traditionnelle se couple à l'aveuglement pour qui les solutions d'avenir sont essentiellement technologiques. Quant aux annonces de catastrophes, elles font peur et mènent autant au repli qu'à la transcendance. Les tensions géopolitiques, la cyber criminalité qui gagne l'espace et le nombre élevé des foyers de guerres dans le monde désignent cette réalité : nous échouons à assumer l'épreuve de l'altérité.

Retravaillant sa mémoire de façon autocritique, l'Occident a commencé à prendre conscience des dégâts causés par son universalisme. Mais il s'est aussi et plus souvent raidi,

cherchant à se protéger d'un monde extérieur étranger ou hostile du fait de la différence des cultures et des intérêts. Ces contradictions ne seront dépassées que par de grands progrès d'éthique en matière de responsabilité d'autrui, comme y appelait Emmanuel Levinas, et par des choix judicieux pour façonner « l'ordre mondial »²¹.

Il ne s'agit pas de prôner une démondialisation qui serait dramatique. Bien que matérialiste et cynique, la mondialisation est aussi un bien puisque de nombreux peuples et Etats y ont vu la possibilité de s'émanciper de vieilles tutelles et d'émerger, pour certains de sortir de la misère et de la pauvreté. Mais elle se fracture beaucoup et il y a besoin d'une grande transformation. Or nous sommes encore enfermés dans les carcans des formes démocratiques qui étaient celles de l'Etat-nation. L'espoir est du côté de la formation de grandes régions qui soient des laboratoires de coopération et de solidarité. Pascal Lamy a évoqué aussi la perspective d'une démocratie-monde²² mais on ne peut pas dire que nous nous engageons pour le moment dans cette direction.

L'Europe à l'heure des choix géopolitiques

La célèbre déclaration Schuman de 1950 commence par ces mots : « la paix mondiale ne saurait être sauvegardée sans des efforts créateurs à la mesure des dangers qui la menacent ». Foyer des guerres mondiales l'Europe était ainsi appelée à se remettre en question pour réactiver l'idéal séculaire de paix perpétuelle de l'Abbé de Saint Pierre, Emmanuel Kant, Saint Simon et bien d'autres. Il faut nous en inspirer aussi pour réhabiliter une Union européenne aujourd'hui malade.

La vocation de l'Europe

On nous invite sans relâche au combat du libéralisme contre l'il-libéralisme. Diviser le monde entre amis et ennemis est une vieille culture ancestrale²³ dont il faudrait pourtant commencer à nous défaire.

Certes mieux vaut vivre ici où l'Etat de droit protège les libertés essentielles, et vouloir encadrer la conduite des différents Etats par un droit fondé sur des valeurs universelles se justifie. Mais on ne doit pas se masquer pour autant la réalité de nos sociétés où la servitude et l'hypocrisie ne sont pas rares. Et d'autre part il ne faut pas confondre les peuples et les régimes autocratiques dont ils sont victimes, au contraire nous devons nous tourner vers eux pour les comprendre et tisser des liens. L'universalisme à imaginer ne doit pas diviser mais concerner toute l'humanité.

La conception de la liberté et de la démocratie qui est celle des Etats-Unis d'Amérique n'est nullement de portée universelle, c'est celle d'un empire économique, financier, militaire et culturel qui aujourd'hui a pour but de préserver sa suprématie mondiale. De son côté la Chine, empire beaucoup plus ancien et en renouveau récent fulgurant, entreprend aussi de prendre la suprématie. Elle n'est pas un parangon de vertu et certainement pas pour les droits

humains, mais il faut reconnaître la richesse de son peuple et de sa civilisation. A front renversé les Chinois sont à l'aise dans la mondialisation et le multilatéralisme alors que les dirigeants américains ne le sont plus.

L'Union ne doit pas choisir un camp mais définir ce qu'elle doit être. Acquérir une « souveraineté européenne » ? Ce mot repris de l'époque de la formation des Etats-nations rime mal avec l'interdépendance actuelle et le besoin de solidarité. « Autonomie stratégique » est plus juste, mais pour quoi faire ? L'Europe doit devenir une force mais qui soit cohérente avec l'idéal de paix qui fut le sien.

Amie des Américains, des Chinois aussi, mais de façon pleinement autonome, elle devrait déjà prendre des initiatives majeures pour relancer le commerce mondial (en cessant de s'aveugler sur la pertinence de ses règles en matière de concurrence), pour la coopération monétaire (au-delà de l'hégémonie du dollar) et plus généralement pour construire des solidarités d'intérêt mutuel bien définies. Un avis que je partage avec Éric Le Boucher²⁴. L'Europe doit se rapprocher de la grande masse des peuples d'Asie, d'Inde, d'Afrique, d'Amérique latine. Là où de nombreux peuples veulent choisir eux-mêmes leur destin, refusent la division du monde en blocs, et commencent à bâtir leurs propres espaces de coopérations régionales où nous devrions nous inscrire. Dans l'immédiat se profile une terrible perspective de crise de la dette dans les pays du Sud. La Chine a plus investi chez eux que l'ont fait tous les pays occidentaux réunis. Elle commence à annuler des dettes, mais de leur côté, les Etats-Unis freinent des quatre fers et le FMI est impuissant. Nombre de ces pays sont victimes de surendettements libellés en dollars, ce qui accroît énormément la charge de leurs dettes quand leurs monnaies intérieures se dévaluent à grande vitesse.

Les dirigeants de nos démocraties pensent une fois de

plus que préparer la guerre est la bonne façon de l'éviter et ils se livrent au surarmement. C'est rejouer le film de Stanley Kubrick « Docteur Folamour ». Et c'est ignorer le coût fantastique d'une relance de l'armement avec les nouvelles technologies, la pression qui en résulte pour le partager entre les Etats c'est-à-dire la charge budgétaire et fiscale sur les populations. Je partage l'avis de ceux qui disent « nous marchons vers la guerre comme des somnambules » en reprenant le titre d'un livre célèbre sur l'été 1914²⁵. Il faut retrouver l'esprit et la volonté de manifestations de masse pour la paix.

Dans les années 1939-1940 Heidegger s'est interrogé sur le « koinon » (le commun) des différents régimes en vigueur (libéralisme, communisme, nazisme, fascisme) et il y a vu la volonté de puissance poussée jusqu'à la conquête du monde²⁶. Qu'avons-nous à gagner de la rivalité entre Etats-Unis et Chine pour la suprématie dans le monde ? Le palmarès de la politique extérieure des Etats-Unis est-il si éloquent depuis des décennies (Vietnam, Irak, etc...) ? Quel doit être le choix géopolitique de l'Europe : s'enfermer dans l'Alliance Atlantique, construire une puissance autonome, ou devenir un passeur entre toutes les régions du monde ? L'Union européenne n'a ni les moyens ni la volonté de devenir une puissance véritable. Et ce serait dans quel but ? Devenir un passeur qui œuvre à la réconciliation des nations est la seule solution qui soit éthiquement juste. La non-violence était pour Gandhi une « Vérité-force »²⁷.

Guerre et paix

Les Etats-Unis d'Amérique ont joué un rôle majeur dans la formation de la Communauté européenne, c'est incontestable. Sans la clairvoyance de ses dirigeants de l'époque, Français et Allemands n'auraient pas pu s'entendre. De Gaulle avait raison de vouloir que cette communauté soit autonome mais la conception d'une Europe des nations qui était la sienne ne pouvait convenir, il fallait une dimension supranationale. Mais c'était hier. Notre dépendance envers les Etats-Unis s'est accrue dans tous les domaines et nous renforçons l'OTAN qui était pourtant jugée en état de mort clinique.

L'agression de Poutine contre l'Ukraine est une folie dévastatrice qui se heurte à la résistance héroïque des Ukrainiens, soutenue par l'Occident. L'Ukraine se lève comme une nation à part entière et elle va compter. Pour autant la guerre n'était pas fatale, Sylvie Bermann²⁸ et Mary Elise Sarotte²⁹ notamment l'ont bien montré. Confiant dans son triomphe après la chute de l'URSS, l'Occident n'a pas voulu voir le séisme que cela signifiait pour les Russes et pour le monde.

Il faut dissocier le peuple russe de son régime même s'il celui-ci est apparemment suivi par la grande majorité de la population. En effet un épais brouillard nous empêche de voir les ressources inestimables de ce peuple et, l'ignorance aidant, on nous pousse à oublier les apports de ses génies à la civilisation. Les Ukrainiens ont raison de dire que le procès du stalinisme n'a pas eu lieu en Russie, bien que Soljenitsyne et d'autres ont déjà beaucoup donné. Mais il faut lire Svetlana Alexievitch, peu suspecte de

poutinisme, pour apprendre à connaître le peuple russe de l'intérieur³⁰. Elle dit avoir vécu dans un pays épris d'une utopie de combat pour la liberté qui s'est avéré meurtrier. On y apprenait à mourir, à se dévouer pour se sacrifier. L'Empire rouge se défait, l'homme rouge est toujours là, c'est sa souffrance qui intéresse l'écrivaine. Il se demande pourquoi son sacrifice ne se convertit pas en liberté. C'est un trou noir. Humilié et dépouillé « il est agressif et dangereux ». Elle conclut : « J'ai trois foyers : une patrie biélorusse où j'ai vécu toute ma vie, l'Ukraine, la patrie de ma mère où je suis née, et la grande culture russe sans laquelle je ne peux m'imaginer. Tous les trois sont chers à mon cœur. Mais aujourd'hui il est difficile de parler d'amour ».

Simone Weil a écrit : « Ce n'est pas la cause pour laquelle les hommes ont pris les armes qui rend une victoire plus ou moins juste, c'est l'ordre qui est établi quand les armes ont été déposées. » S'agissant de la guerre en Ukraine, l'Europe plus que tout autre région du monde risque fort d'être la grande perdante. Après un cessez-le-feu, un conflit plus ou moins gelé pourrait s'installer à notre porte, comme un cancer de longue durée. Il n'y aura pas de sécurité en Europe sans un accord avec la Russie. Et croire que l'Etat russe paiera pour les 500 milliards estimés du coût de la reconstruction de l'Ukraine est se leurrer. Ne reproduisons pas contre la Russie les fautes commises lors du Traité de Versailles de 1918 contre l'Allemagne par esprit de revanche. La Russie est en Europe, et au lieu d'en faire un paria, nous devrions préparer une coopération durable avec elle, comme Keynes l'avait souhaité en vain à l'époque pour l'Allemagne comme pour l'Union soviétique naissante.

Ne réinventons pas une guerre froide en divisant le monde en blocs comme ce fut le cas entre Etats-Unis et URSS. Outre qu'elle serait abominablement chaude, ce serait oublier que le Sud pluriel a émergé. Il est puissant et ce n'est pas son combat. La majorité des Etats représentant la population du monde n'ont pas pris parti face au conflit en Ukraine. Les alliances se recomposent au Moyen-Orient contre la domination des Etats-Unis, et les ressentiments des Africains contre l'Europe et la France ne sont pas conjoncturels. Tous ces pays observent l'hypocrisie de l'Occident.

Soutenir l'Ukraine dans son combat est juste, suivre ses dirigeants quand ils appellent l'Europe à se déclarer cobelligérante contre la Russie, non. L'Ukraine intégrera l'Union européenne. Il ne faudra surtout pas alors laisser les pays des Balkans occidentaux de côté. Constantin Sigov, un de grands intellectuels ukrainiens, voit dans l'arrivée de l'Ukraine dans l'UE une chance à saisir pour relancer l'Europe³¹. Il se situe dans les traces des grands penseurs-acteurs du passé, comme Patocka, Milosz, Bibo... Je les ai lus avec passion à l'époque du grand élargissement des années 2000 et j'y ai vu aussi des sources de revitalisation de la conscience européenne. Mais j'ai été déçu, comme le furent Kundera³², Gieremek, Zanussi et bien d'autres, frappés du recul de l'humanisme européen. Sigov espère que la Pologne et les Pays Baltes feront masse avec l'Ukraine pour guider une relance de l'Union européenne. Mais l'Union doit-elle s'épuiser

dans des rapports de forces internes ? L'urgence voudrait plutôt que ses membres convergent dans la pluralité pour coopérer à bâtir leurs biens communs et refonder leurs institutions. Cela étant, que l'Ukraine veuille qu'un débat ait lieu pour une meilleure prise de conscience de la vérité historique et des enjeux actuels est normal, à chacun de s'y préparer. Pour le moment ceci semble hors sujet en France.

Fédérer les Européens

L'idée d'une Communauté politique européenne s'est incarnée dans le fédéralisme. Longtemps on a dit vouloir former « les Etats-Unis d'Europe ». Mais vouloir imiter les Etats-Unis est une impasse. Là-bas ils ont donné naissance à une nation, ici de vieilles nations veulent garder leurs spécificités et leurs souverainetés. Je pense que Jean Monnet a mieux envisagé la finalité de notre projet en disant : « Nous ne coalisons pas des Etats, nous unissons des hommes ». Quant à la méthode, il a commencé par les rapprocher en nouant pas à pas des solidarités concrètes. C'est encore plus urgent aujourd'hui. Il ne faut pas lâcher l'idée de Fédération, mais il ne faut pas recommencer par une tentative de Constitution le travail de rapprochement des peuples n'ayant pas eu lieu ou si peu. Et le but ne doit pas être de former une sorte de troisième grande puissance. La voie à suivre est là aussi celle de la participation des populations, des sociétés civiles, des nations pour apprendre à coopérer et clarifier leurs finalités.

La question de la justification du projet d'Union politique doit donc être à nouveau posée. Quelle fraternité pour quelle solidarité en son sein et avec les autres régions du monde ? Quel modèle de gouvernance adopter pour dépasser le gouffre qui tend à se creuser entre les institutions centrales de l'Union et les populations des pays-membres ? Au Conseil chaque Etat vise son propre intérêt ; le Parlement européen repose sur des coalitions de partis nationaux en difficulté ; la doxa concurrentielle est un diviseur commun.

J'ai exposé dans la partie précédente comment mettre en place la démocratie au niveau de l'UE et j'ai proposé de commencer par l'essentiel : la culture et l'éducation, en les guidant vers des principes plus élevés d'éthique et de raison. J'ai insisté sur le partage du défi des biens communs, crucial pour un autre mode de développement : formation, santé, agriculture, énergie, information, monnaie et financement devraient être considérés comme des biens publics. Dans tous ces domaines, des Etats volontaires pourraient prendre l'initiative de lancer des coopérations transversales sans être entravés par les vetos des autres. Et pour mettre ces initiatives en synergie et recréer l'unité, une refondation des institutions centrales est nécessaire. Le Parlement européen serait largement constitué par des mouvements et partis transeuropéens. La Commission, aujourd'hui administration juridique et d'expertise, serait coiffée par un Collège politique composé d'un petit nombre de ministres dans les domaines précités. Les postulants feraient campagne lors des élections au PE et la sélection serait opérée ensuite. Un budget d'investissement

et de solidarité serait bâti et les politiques économiques et sociales de l'Union débattues et évaluées publiquement chaque année comme je l'avais proposé au Parlement européen en 1996.

Quand elle est ravalée à n'être qu'une institution, l'Union perd toute assise populaire et se dessèche. Une conscience commune ne peut s'acquérir que par un processus d'acculturation personnelle et collective et par l'expérience de liens vécus sur le terrain. Ouverte au monde, elle doit cesser de miser sur la projection de son modèle et de ses propres intérêts. Pour un nouvel universalisme, l'épreuve de l'altérité est cruciale : les peuples originaires d'autres civilisations ont beaucoup à donner et ils veulent que nous les considérions d'égal à égal³³. En régénérant nos fondements culturels, prendre une part humble mais déterminée à la naissance d'une civilisation mondiale pourrait être la nouvelle justification du projet européen.

Philippe Herzog

Le 15 avril 2023

¹ Karl Jaspers, *Une tâche infinie*, Conférence prononcée à Genève, 13 septembre 1946

² Lucien Febvre, *L'Europe, Genèse d'une civilisation*, Perrin, 1999

³ Rémi Brague, *Europe, la voie romaine*, Criterion, 1992

⁴ Dominique Lecourt, *Philosophie des Sciences*, PUF, Que Sais-je, 2001

⁵ Stéphane Mosès, *L'Ange de l'histoire*. Rosenzweig, Benjamin, Scholem, Gallimard, 2006

⁶ Aldo Schiavone, *L'histoire brisée. La Rome antique et l'Occident moderne*, Belin, 2009

⁷ Monique Castillo, *Faire renaissance. Une éthique publique pour demain*, Vrin 2016

⁸ François Jullien, *Ressources du christianisme mais sans y entrer par la foi*, L'Herne, 2018

⁹ Carlos Saura, *The walls can talk*, film documentaire, 2022

¹⁰ David Landes, *Richesse et pauvreté des nations*, Albin Michel, 2000

¹¹ Karl Polanyi, *La grande transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Gallimard, 1983

¹² Jacques de Larosière, *En finir avec le risque de l'illusion financière*, Odile Jacob, 2022

¹³ John Thornhill, *SVB shows there are few libertarians in a financial foxhole*, F.T., 14/03/23.

¹⁴ Philippe Herzog, *L'Europe doit ôter sa tunique de Nessus, pour un capitalisme responsable*, Cahiers d'Europe 21, ASCPE, mars 2021

¹⁵ Claude Fischer-Herzog, *Grammaire pour une transition écologique cohérente en Europe*, dans *Transitions & Energie*, Septembre 2022

¹⁶ Ceci a fait l'objet du premier chapitre de mes *Mémoires. D'une révolution à l'autre*, Editions du Rocher, 2018

¹⁷ Simon Kuiper, *Beyond the barricades*, F.T., 25-26/03/23

¹⁸ Philippe Herzog, *Manifeste pour une démocratie européenne*, Editions de l'Atelier, 2000

¹⁹ Jean-Marie Guéhenno, *La fin de la démocratie*, Flammarion, 1993 ; Philippe Delmas, *Un pouvoir implacable et doux*, Fayard, 2019 ; Jean-Claude Kaufmann, *La fin de la démocratie : apogée et déclin d'une civilisation*, LLL, 2019

²⁰ Gaspard Koenig, *Faut-il avoir peur de l'IA ?*, Les Echos, 05/04/23

²¹ Emmanuel Lévinas, *Humanisme de l'autre homme*, Poche, 1987

²² Pascal Lamy, *La démocratie-monde pour une autre gouvernance globale*, Poche 2014

²³ Carl Schmitt, *La notion de politique (1932)*, Calman Lévy, 1994

²⁴ Eric Le Boucher, *Comment faire avec la Chine de Xi Jinping*, Les Echos, 07/04/23

²⁵ Christopher Clark, *Les somnambules. Été 1914 : comment l'Europe a marché vers la guerre*, Flammarion 2013

²⁶ Martin Heidegger, *L'histoire de l'Estre, Partie II*, Gallimard, 2022

²⁷ Erik Eriksson, *La vérité de Gandhi*, Flammarion, 1992

²⁸ Sylvie Bermann, *Madame l'Ambassadeur : de Pékin à Moscou, une vie de diplomate*, Tallandier, 2022

²⁹ Marie-Elise Sarotte, *The making of Post-Cold War Stalemate*, F.T., *The Road to war*, 26/02/2022

³⁰ Svetlana Alexievitch, *La fin de l'homme rouge. Ou le temps du désenchantement*, Actes Sud, 2013

³¹ Constantin Sigov, *Le courage de l'Ukraine*, Cerf, 2023 ; et avec Laure Mandeville, *Quand l'Ukraine se lève*, Talent, 2022

³² Milan Kundera, *Un Occident kidnappé ou la tragédie de l'Europe centrale*, Le Débat, Gallimard, 2021

³³ Le Cercle cinéophile d'ASCPE « Open World, Regards croisés » que nous co-animons Claude Fischer-Herzog et moi-même apporte sa modeste et belle contribution.



Les Entretiens Européens
& Eurafriens

Sous le parrainage de



en partenariat avec

et avec la participation
des étudiants



Découvrez le YouTube

d'une rencontre amicale et passionnée au Musée de la Poste

<https://www.youtube.com/watch?v=OUZIPN-r56U>

C'est au Musée de la Poste le 18 avril dernier que nous nous sommes retrouvés pour un moment de partage...

Après les mots chaleureux de Valérie Baudat, directrice de l'Attractivité du Musée, Philippe Herzog a présenté ses idées pour réactiver la pensée politique : dans le prolongement de son dernier essai « Les failles de la raison. Pour un nouveau discours de la méthode », il a offert une réflexion historique et philosophique qui a séduit l'auditoire et redonné espoir. Une réflexion stimulante, fondée sur une grande culture et une expérience des arcanes de la politique, et pour reprendre l'expression d'un ami « une volonté inoxydable de refonder une alternative sur la participation des citoyens et dans une perspective ouverte, humaniste, universelle »*.



Dans la salle, des amis et compagnons de longue date comme Jean-Paul Bailly, le président d'honneur du Groupe La Poste, vice-président de Confrontations Europe quand nous présidions l'association, Jacques de Larosière, ancien Directeur du FMI et Gouverneur de la Banque de France, ami fidèle du Cercle cinéphilie « Open World, regards croisés » ou les inséparables Bernard Housset et Poppy, Michèle Vignaux et Martine Lévy, engagés dans le combat pour une Europe solidaire et ouverte au monde depuis toujours ; des partenaires qui nous accompagnent dans nos ambitions – encore - de changer le monde, et nos efforts pour animer le débat public, comme Eric Bonsch, le président du CLE, le Cercle Contrat Liberté Équité, ou Anne Bernard-Gely, présidente du Groupe des Polytechniciens de Paris et Fabienne Marquet, la vice-présidente de X-Sursaut ; mais aussi des jeunes gens, futures élites, comme Alban Bertrand de l'Ecole Normale Supérieure et Louis Letessier de la Sorbonne qui ont ouvert le bal des échanges avec leurs questions. La salle a pris le relais, pour des questions foisonnantes et sans tabou...

Et c'est dans la bonne humeur et la joie d'être ensemble que nous avons prolongé la soirée autour des jus de fruit Zabbaan, créés par notre jeune amie entrepreneure malienne Aïssata Diabaté, et des vins de Loire... pendant que Philippe signait ses livres !



Le livre a fait l'objet d'un article dans *Confrontations Europe*, la *Revue*, et de petits articles sympathiques dans *Les Echos* et dans *La Jaune et La Rouge* que vous trouverez en page 12, persuadée qu'ils vous donneront envie de le lire – ou relire – et pour celles et ceux qui ne l'auraient pas encore lu, de le commander !



Philippe est né en 1940 à Bruay-en-Artois. Son père était ingénieur métallurgiste, grand prix de la recherche scientifique nationale, ses grands-parents paternels juifs croates morts à Auschwitz en 1943. Après des études à Nancy puis au lycée Saint Louis, il entre à l'Ecole Polytechnique en 1959. Il en sort dans le corps des administrateurs de l'INSEE et s'illustre avec la création d'un modèle macroéconomique

dénoté ZOGOL (contraction de Herzog et du co-auteur Olive). Il enseigne l'économie comme professeur des universités de 1969 à 2004, notamment à Paris X Nanterre. Membre du PCF dès 1965, il y a un rôle actif au Comité central et au Bureau politique et dirige la revue *Économie et politique*, mais il le quitte en 1996, en plein XXIX^e congrès, en raison de ses divergences sur l'Europe et regrettant que le PC n'ait plus de projet. Il a été député européen de 1989 à 2004, puis conseiller spécial auprès de Michel Barnier (Commissaire au Marché intérieur et aux Services), membre du Conseil économique et social, membre du Conseil d'Analyse économique. Militant passionné de l'Europe, Chevalier de la Légion d'honneur, il est membre du Conseil de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe et président fondateur de l'association *Confrontations Europe* qu'il a créée en 1991 avec Michel Rocard. Depuis une vingtaine d'années, il poursuit une recherche d'ordre philosophique et historique sur la civilisation européenne. Il co-anime avec sa compagne Claude Fischer, présidente d'honneur de Confrontations Europe et directrice d'ASCPE *Les Entretiens Européens et Eurafriens*, le Cercle cinéphilie « Open World, Regards croisés ».

Il a écrit de nombreux ouvrages dont *La France peut se ressaisir* (1987), *D'une révolution à l'autre* (2018) ou *Les failles de la raison, pour un nouveau discours de la méthode* (2022).

Retrouvez son parcours dans Le Maïtron, dictionnaire biographique du Mouvement ouvrier : <https://maitron.fr/spip.php?article76026>

*Retrouvez également la chronique de Gilles Norroy « Ne pas abandonner la politique aux médiocres » : <https://www.facebook.com/gilles.norroy.5/posts/pfbid02R87mcVBS1zfXa-Ro3YWWxfp1vYoySKgBuDoLQ7YUnSVaZee7E6XYuYbWdScZaEI>

Les failles de la raison

Pour un nouveau discours de la méthode

Les Echos

Le propos. Où est le nouveau saint Augustin, l'évêque d'Hippone qui, au moment de l'écroulement de l'Empire romain, voulait calmer la détresse et redonner l'espoir ? Nous sommes dans des temps de décomposition comparables. Le populisme gagne, la démocratie est malade, les Etats sont secs et loin de la société, la science est critiquée et la raison elle-même est mise en cause par le relativisme. Comment retrouver du sens et refaire société ? Au bout d'une longue navigation dans la philosophie, les religions et l'histoire, Philippe Herzog propose trois méthodes, trois priorités, pour fonder « une conscience commune mondiale ». L'école où doivent s'enseigner de nouvelles idées transcendantales afin de marier le rêve à la raison. Le capitalisme qu'il faut rebâtir de l'intérieur, à commencer par l'Europe. Enfin, une coopération mondiale où chacun dépasse ses visions de domination.

L'intérêt. Né en 1940, Philippe Herzog fait partie d'une génération qui n'a pas manqué d'intellectuels engagés. Mais il est singulier dans la résolution du problème de tous ces enfants du siècle : maintenir sa fidélité à ses origines malgré les grandes transformations de l'époque. Lui l'a fait en ouvrant toujours les portes, allant chercher dans les religions la clé de la transcendance ; dans Descartes, la force de la Méthode ; et dans l'économie, les moyens d'un monde meilleur. Polytechnicien et économiste, entré au parti communiste, il a occupé une place éminente dans la négociation du Programme commun. Puis il a quitté le PC en désaccord sur l'Europe et s'est engagé dans la construction de l'Union comme député puis conseiller à la Commission européenne et comme auteur de nombreux livres sur les valeurs européennes. « Saint Augustin ne voulait pas détruire les manichéens mais les accueillir pour combattre leur vision manichéenne. » Philippe Herzog inlassablement nous apprend à penser d'en haut.

Citation. « L'Europe a perdu de vue ses idéaux [...]. Nous perdons la foi dans ce que fut l'humanisme [...]. Il ne s'agit plus simplement d'une renaissance de l'Europe mais de l'édification d'une civilisation mondiale. »

Par **Eric Le Boucher** (éditorialiste aux « Echos »)
Publié le 4 nov. 2022 à 09:15



Philippe Herzog, économiste et homme politique, est bien connu pour sa ferveur européenne et son militantisme en faveur d'une Europe autrement. Après de nombreux écrits engagés, il poursuit ses recherches, intéressé par les interactions entre foi et raison. Après avoir étudié la trajectoire de la foi (La trajectoire des religions dans notre histoire, 2021), il poursuit son analyse sur la raison. Pour lui, l'acquisition d'une conscience commune de l'humanité est incontournable.

Il développe sa pensée en trois chapitres foisonnants. Après un survol des héritages et des évolutions de la pensée cartésienne, il critique les systèmes en place, développant leur incapacité à résoudre les immenses défis contemporains et notant la non-convergence des objectifs de croissance, d'écologie et de développement social. À travers une revue érudite historique, il dénonce ensuite les failles de la raison, notamment les insuffisances et le dévoiement du système démocratique.

Mais il revient toujours à son obsession du nécessaire renouvellement de la construction européenne en changeant la méthode pour aboutir à la création de véritables solidarités et coopérations participatives. C'est absolument nécessaire aussi au niveau du monde pour assurer la paix. Il termine par un appel à la transcendance, « seule capable de sauver quand les périls sont avérés ». Ses propositions sont peut-être utopiques mais la lecture de cet essai dense et riche, truffé de références historiques et philosophiques, est stimulante pour la réflexion et pour l'action.

Par **Bernard Dubois** « La Jaune et La Rouge »
N°784 Avril 2023



BULLETIN DE COMMANDE

Philippe Herzog
Les failles de la Raison
Editions Descartes & Cie



NOM : Prénom :

Adresse :

Mail : Tél. :

Je commande exemplaire(s) du livre Je verse : €

- 16 € l'unité + 4 € de frais de port
- par chèque : à l'ordre d'ASCPE,
- par virement : ASCPE - IBAN International : FR76 3006 6101 2100 0106 1640 126

35 € les deux livres dont frais de port inclus



Les Entretiens Européens
& Eurafricains

9 rue des Larris, 93800 Epinay/Seine
Port.: 00 33 (0) 6 72 84 13 59
contact@entretiens-europeens.org
www.entretiens-europeens.org